

la fois le serviteur du peuple et de l'Etat; envers l'Etat et envers le peuple, j'ai des devoirs à remplir, devoirs qui, s'ils diffèrent de ceux qui incombent aux membres du cabinet, ne m'imposent pas moins de lourdes obligations. Dès le jour où la guerre éclata, j'eus la claire vision de la voie que je devais suivre; cette voie, je ne m'en suis jamais écarté. J'ai essuyé les reproches de mes adversaires et je me suis parfois heurté aux craintes de mes amis, mais j'avais la conception nette des faits qui m'indiquaient la route à suivre.

Le noble motif de la Grande Bretagne.

Le premier de ces faits, c'est que ce n'est ni par ambition, ni mu par le désir d'agrandir ses possessions que l'Angleterre a décidé de participer à la guerre; elle obéissait au sentiment de son devoir envers l'Europe et l'humanité entière autant qu'envers elle-même. Sir Edward Grey, homme d'état plein de jugement et de modération, aux aspirations élevées, a fait par l'entremise de son ambassadeur, tout ce qu'il était humainement possible de faire pour le maintien de la paix; rien de plus sur, de moins contestable: on l'a répété plus de cent fois et c'est cent fois vrai. A maintes et maintes reprises il s'est adressé au Kaiser lui-même dans le but de l'amener à employer la grande influence qu'il exerçait en Europe pour éviter la guerre. Il s'adressait à lui au nom de tout ce qu'il y a de sacré au monde, mais l'esprit allemand, empoisonné par la passion des conquêtes et la vision d'un riche butin, comptait prélever d'énormes indemnités et se couvrir de gloire, si tant est qu'il y ait de la gloire à faire la guerre suivant les méthodes adoptées par l'Allemagne aujourd'hui.

Cet appel fut inutile. Mais, monsieur l'Orateur, le jour fut, et n'est pas encore très loin de nous, où Benjamin Disraeli, comte de Beaconsfield revint de Berlin avec un traité qu'il soumit à l'Angleterre et que celle-ci accepta comme l'assurance d'une "paix honorable." Lorsque le chancelier d'Allemagne, parlant au nom de sa nation et de l'empereur, déclarait avec mépris que les traités n'étaient que des chiffons de papier qu'on ne devait respecter qu'autant qu'ils servaient les fins allemandes, mais dont on ne devait tenir aucun compte du moment qu'ils mettaient des entraves à l'ambition de son pays, que devait faire la Grande-Bretagne? Fidèle à l'honneur, elle devait reprendre, victorieuse, la route de Berlin.

Le devoir du Canada est tout tracé.

Et que devait donc faire le Canada? Monsieur l'Orateur, inutile pour moi d'insister sur ce point, car, à différentes reprises déjà, en cette enceinte même, j'ai exprimé les vues que j'entretiens à ce sujet. Il n'existait pas d'obligation, il ne pouvait s'agir de contrainte. Le Canada était libre, absolument libre, de prendre